



**PRÉFET
DU TARN**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
d'Occitanie**

Unité inter-départementale Tarn-Aveyron
Cité administrative – Bât D
19 rue de Ciron
Cedex 09
81013 ALBI

ALBI, le 31/03/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 24/03/2023

Contexte et constats

Publié sur



RAGT Plateau Central

Rue Emile Singla - Site de Bourran
BP 3352
12033 Rodez

Références : 81-CRARC-2023-48
Code AIOT : 0006804008

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 24/03/2023 dans l'établissement RAGT Plateau Central implanté Lieu dit Port de Salomon section D n° 1316, 1318, 1320, 1322 et 1494 81220 Damiatte. L'inspection a été annoncée le 23/02/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite du site s'inscrit au plan pluriannuel de contrôle pour lequel le site doit être contrôlé tous les 3 ans. De plus cette visite a fait l'objet de l'action nationale 2023 sur la prévention des incendies dans les silos.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- RAGT Plateau Central
- Lieu dit Port de Salomon section D n° 1316, 1318, 1320, 1322 et 1494 81220 Damiatte
- Code AIOT : 0006804008
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

RAGT Plateau Central exploite une installation de stockage de céréales en silo, intégrant actuellement quatre installations de séchage sur la commune de DAMIATTE. Cette société est

spécialisée dans les activités suivantes :

- stockage de céréales ;
- séchage des céréales telles que le maïs, le sorgho, le tournesol et le colza.

Le volume de stockage est de 37 000 m³. Les installations sont autorisées par arrêté préfectoral du 7 octobre 2016.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- action nationale 2023 sur la prévention du risque incendie dans les silos

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Culture de sécurité	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 3	/	Sans objet
2	Conditions de fonctionnement	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 4	/	Sans objet
3	Maintenance	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 4	/	Sans objet
4	Qualification d'équipement	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 15	/	Sans objet
5	Equipements à l'origine de départ de feu	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 9	/	Sans objet
6	Qualité des céréales	Arrêté Préfectoral du 07/10/2016, article 7.1.2.5	/	Sans objet
7	Lutte contre l'incendie	Arrêté Préfectoral du 07/10/2016, article 6.2.2	/	Sans objet
8	lutte contre l'incendie	Arrêté Préfectoral du 07/10/2016, article 6.2.3	/	Sans objet
9	lutte contre l'incendie	Arrêté Préfectoral du 07/10/2016, article 6.3.4	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le risque d'incendie sur le site RAGT Plateau Central à Damiatte est correctement encadré. L'exploitant réalise la maintenance préventive des appareils de manutention, le contrôle des installations électriques et des moyens d'extinctions. Les non conformités sont suivies d'action. L'inspection a relevé une prescription indaptée, concernant la présence de détecteurs dans les armoires techniques, et propose sa suppression à travers un dossier dont un projet est en annexe du présent rapport. L'exploitant a néanmoins proposé par mail du 31/03/2023 un contrôle supplémentaire des installations électriques par thermographie pour palier à la suppression de cette prescription.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Culture de sécurité

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 3
Thème(s) : Risques accidentels, Surveillance des installations et formation du personnel
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitation doit se faire sous la surveillance d'une personne nommément désignée par l'exploitant et spécialement formée aux caractéristiques du silo et aux questions de sécurité. Le personnel doit recevoir une formation spécifique aux risques particuliers liés à l'activité de l'établissement. Cette formation doit faire l'objet d'un plan formalisé. Elle doit être mise à jour et renouvelée régulièrement.
Constats : Le chef de silo est responsable de la surveillance du site. Avant sa prise de poste, il reçoit une formation externe basée sur les risques généraux : ATEX, incendie... ainsi qu'une formation en interne spécifique à l'organisation du silo d'affectation et aux règles d'organisation de RAGT. Le site emploie des saisonniers qui reçoivent une formation en interne sur les risques liés au silo, les consignes de sécurité et les conduites à tenir. Le plan de formation est tenu à jour par le service RH du groupe.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Conditions de fonctionnement

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 4
Thème(s) : Risques accidentels, Consignes d'exploitation après intervention
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les consignes de sécurité et les procédures d'exploitation de l'ensemble des installations comportent explicitement la liste détaillée des contrôles à effectuer en marche normale, à la suite d'un arrêt pour travaux de modification ou d'entretien des installations et à la remise en service de celles-ci en cas d'incident grave ou d'accident.
Constats : L'exploitant dispose d'une procédure PR_FV_19 du 12 octobre 2022 qui encadre les différents contrôles et maintenance à réaliser sur le site. Elle indique notamment le planning des différents travaux ainsi que les enregistrements des actions. Cette procédure renvoie pour chaque travail à une fiche d'enregistrement. Ainsi pour la maintenance des appareils de manutention, la procédure renvoie à une check-list des points de contrôles qui est remplie par le chef de silo lors de la maintenance annuelle. L'exploitant assure qu'aucun shunt n'est possible sur les systèmes de sécurité et notamment sur l'asservissement de l'aspiration. Ainsi aucun mode de fonctionnement dégradé n'a été identifié par l'exploitant. Concernant les accidents/incidents, l'exploitant dispose d'une procédure de gestion de ceux-ci. La dernière maintenance des appareils de manutention a été réalisée le 13 mars 2023. La liste de contrôles, remplie par le chef de silo, a été vérifiée. Elle indique des problèmes sur les systèmes de anti-bourrage des transporteurs T20 et T21. L'exploitant tient à jour un tableau de suivi des actions réalisées mais les actions en cours ou devant être réalisées reposent sur le travail du responsable d'exploitation. Ce dernier a indiqué que les actions sur les systèmes anti-bourrage identifiés sont amorcées.
Observations : Le suivi des actions ne peut reposer que sur une seule personne qui a, de plus, en charge plusieurs silos. Un système de suivi des actions dématérialisé serait pertinent.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Maintenance

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 4
Thème(s) : Risques accidentels, Travaux par point chaud et permis feu
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : La réalisation de travaux susceptibles de créer des points chauds dans ces zones doit faire l'objet d'un permis de feu, délivré et dûment signé par l'exploitant ou par la personne qu'il aura nommément désignée et par le personnel devant exécuter les travaux.
Constats : L'exploitant dispose d'une procédure encadrant les travaux par point chaud INS_HSCT_V00 du 30 août 2019. Cette procédure indique que tout travail par point chaud doit être encadré par un permis feu. Cette procédure indique également qu'une inspection doit être faite avant les travaux, à la fin des travaux et 2h après la fin des travaux. L'inspection a contrôlé les derniers permis-feu et a constaté que certains étaient mal remplis : pas de contrôle 2h après travaux, pas de visas, des horaires erronées.
Observations : Un rappel sur l'importance des permis feu est à prévoir.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Qualification d'équipement

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 15
Thème(s) : Risques accidentels, Système de dépoussiérage
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : [...] Les systèmes de dépoussiérage et de transport des produits sont conçus de manière à limiter les émissions de poussières. Ils sont équipés de dispositifs permettant la détection immédiate d'un incident de fonctionnement et l'arrêt de l'installation.[...]
Constats : L'ensemble du silo et de son fonctionnement est visible sur une supervision en salle de contrôle. Chaque dispositif de sécurité y est répertorié et actionne une alarme visuelle en cas de dysfonctionnement. Les élévateurs sont munis de détection d'intensité moteur, de rotation moteur et d'intensité de charge. Les transporteurs à chaînes disposent de capteurs anti-bourrage et les transporteurs à bande de déport de sangles. L'exploitant réalise également un contrôle de l'état des courroies et des chaînes des transporteurs avant chaque collecte et durant la moisson. Ces contrôles ne sont néanmoins pas tracés. L'ensemble de la ligne est sous aspiration. En cas de dysfonctionnement d'un dispositif de sécurité, l'aspiration se coupe. Durant la visite 2 tests ont été effectués : - simulation de déport de sangle sur le transport T18 : l'alarme visuelle s'est déclenchée et l'aspiration s'est arrêtée. - simulation de défaut sur le contrôleur de rotation de l'élévateur E6 : l'alarme visuelle s'est déclenchée mais seulement 1 système d'aspiration sur les 2 s'est arrêté. L'exploitant indique que l'autre système ne s'est pas arrêté car il doit être maintenu pour les autres élévateurs.
Observations : Plusieurs contrôles, telle que la vérification des courroies, ne sont pas tracés. La traçabilité des contrôles est importante en cas d'accident et doit être valorisée.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Equipements à l'origine de départ de feu

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 9
Thème(s) : Risques accidentels, Vérification des installations électriques
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : [...] Dans les locaux de l'établissement susceptibles d'être à l'origine d'incendies, notamment lorsqu'ils ont été identifiés dans l'étude de dangers, les installations électriques, y compris les canalisations, doivent être conformes aux prescriptions de l'article 422 de la norme NF C 15-100 relative aux locaux à risque d'incendie.[...]L'exploitant doit tenir à la disposition de l'Inspection des Installations Classées un rapport annuel. Ce rapport est constitué des pièces suivantes : - l'avis d'un organisme compétent sur les mesures prises pour prévenir les risques liés aux effets de l'électricité statique et des courants vagabonds ; - l'avis d'un organisme compétent sur la conformité des installations électriques et du matériel utilisé aux dispositions du présent arrêté ; Un suivi formalisé de la prise en compte des conclusions du rapport doit être tenu à la disposition de l'Inspection des installations classées.[...]
Constats : L'exploitant fait réaliser chaque année un contrôle de ses installations électriques par un organisme de contrôle. Les actions correctives sont ensuite confiées à un électricien extérieur. L'exploitant organise également une réunion annuelle avec l'organisme de contrôle pour améliorer la qualité du rapport rendu et répondre correctement aux écarts. Le dernier rapport date du 15 novembre 2022. Il affiche 3 non-conformités nouvelles.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : Qualité des céréales

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/10/2016, article 71.2.5																
Thème(s) : Risques accidentels, contrôle de la température																
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet																
<p>Prescription contrôlée : L'exploitant s'assure que les conditions de stockage des produits en silo (durée de stockage, taux d'humidité...) n'entraînent pas de fermentation risquant de provoquer des dégagements de gaz inflammables. Conformément à l'étude de dangers réalisée par l'exploitant, le matériel employé est défini comme suit :</p> <table border="1"> <thead> <tr> <th></th> <th>Type</th> <th>Nombre</th> <th>Report alarme</th> </tr> </thead> <tbody> <tr> <td>Bâtiment A</td> <td>Sondes thermométriques fixes</td> <td>A minima 1 sonde à 4 capteurs</td> <td>Oui, sur le tableau de commande local d'agrèage</td> </tr> <tr> <td>Bâtiment B</td> <td>Sondes thermométriques fixes</td> <td>A minima 3 sondes à 3 capteurs chacunes</td> <td>Oui, sur le tableau de commande local d'agrèage</td> </tr> <tr> <td>Bâtiment C</td> <td>Sondes thermométriques fixes</td> <td>A minima 3 sondes à 3 capteurs chacunes</td> <td>Oui, sur le tableau de commande local d'agrèage</td> </tr> </tbody> </table> <p>Le relevé des températures est périodique, selon une fréquence déterminée par l'exploitant, et consigné dans un registre tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. Les sondes thermométriques fixes reliées à un poste de commande sont équipées d'un dispositif de déclenchement d'alarme en cas de dépassement d'un seuil prédéterminé. En cas d'élévation anormale de la température ou de température anormalement élevée, l'exploitant est tenu d'informer au plus vite les services de secours. L'exploitant doit s'assurer de la pérennité et de l'efficacité dans le temps de ces sondes (étalonnages, maintenance préventive,...). Des rondes régulières, selon une fréquence définie par l'exploitant, sont assurées par le personnel pour détecter un éventuel incendie, auto-combustion ou fermentation. L'exploitant prend toutes les mesures nécessaires afin d'éviter les infiltrations d'eau susceptibles de pénétrer dans les capacités de stockage.</p> <p>Constats : Un échantillonnage est réalisé à chaque réception de céréales pour réaliser un test d'humidité. L'exploitant indique qu'il n'y a pas en général de refus, bien qu'il existe un taux d'humidité à ne pas dépasser pour une question de qualité du grain.</p> <p>S'il y a dépassement du taux d'humidité, les céréales sont envoyées au séchoir avant stockage dans une cellule dédiée au type de céréales et ventilée. La ventilation est utilisée jusqu'à atteindre une température optimale de conservation du grain.</p> <p>Chaque cellule est munie de sonde de température. Sur le synoptique de supervision, il a été contrôlé que chaque cellule avait le nombre requis de sondes de température conformément à la prescription. En cas de défaut sur une sonde, celui-ci est matérialisé par une alarme visuelle sur la supervision. L'exploitant a établi 2 seuils : une pré-alarme à 50°C et une alarme à 60°C. Les températures sont enregistrées en continu sur un diagramme. Le chef de silo peut contrôler chaque matin s'il y a une évolution de température indiquant un éventuel auto-échauffement.</p> <p>En cas d'incendie ou d'auto-échauffement, l'exploitant dispose d'une procédure récapitulant les règles à tenir (PR_FV_12 du 20/04/2022). Dans chaque cas, l'exploitant indique qu'il faut en premier lieu prévenir le SDIS. Il est à noter que cette procédure demande à contacter la DREAL une fois les incidents/accidents maîtrisés voire terminés.</p> <p>Observations : Il est rappelé que la DREAL doit être prévenu au début de l'accident et non quand celui-ci est maîtrisé ou terminé. Les logigrammes d'alerte devront être revus.</p> <p>Type de suites proposées : Sans suite</p> <p>Proposition de suites : Sans objet</p>		Type	Nombre	Report alarme	Bâtiment A	Sondes thermométriques fixes	A minima 1 sonde à 4 capteurs	Oui, sur le tableau de commande local d'agrèage	Bâtiment B	Sondes thermométriques fixes	A minima 3 sondes à 3 capteurs chacunes	Oui, sur le tableau de commande local d'agrèage	Bâtiment C	Sondes thermométriques fixes	A minima 3 sondes à 3 capteurs chacunes	Oui, sur le tableau de commande local d'agrèage
	Type	Nombre	Report alarme													
Bâtiment A	Sondes thermométriques fixes	A minima 1 sonde à 4 capteurs	Oui, sur le tableau de commande local d'agrèage													
Bâtiment B	Sondes thermométriques fixes	A minima 3 sondes à 3 capteurs chacunes	Oui, sur le tableau de commande local d'agrèage													
Bâtiment C	Sondes thermométriques fixes	A minima 3 sondes à 3 capteurs chacunes	Oui, sur le tableau de commande local d'agrèage													

N° 7 : Lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/10/2016, article 6.2.2
Thème(s) : Risques accidentels, moyens d'extinction
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment : d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours ; de plans des locaux au niveau de l'accueil facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours avec une description des dangers pour chaque local ; Ces plans devront représenter au minimum tous les bâtiments, toutes les voies engins et comporter la localisation des hydrants, des locaux à risques particuliers, des dispositifs et commandes de sécurité, des organes de coupures des fluides et des sources d'énergie, et les moyens d'extinction fixes et d'alarme.</p> <p>d'un poteau à incendie fonctionnant à partir du réseau public implanté en limite de propriété du site permettant de fournir un débit minimal de 60 mètres cubes par heure pendant une durée d'au moins deux heures et dont les prises de raccordement sont conformes aux normes en vigueur pour permettre au service d'incendie et de secours de s'alimenter sur cet appareil. En complément, une réserve d'eau de 120 mètres cubes destinée à l'extinction est accessible en toutes circonstances et à une distance de l'installation ayant recueilli l'avis des services départementaux d'incendie et de secours. Cette réserve dispose des prises de raccordement conformes aux normes en vigueur pour permettre au service d'incendie et de secours de s'alimenter et permet de fournir un débit de 60 m³/h. Cette réserve d'eau est équipée d'une aire d'aspiration de 55 m² et est signalée par une plaque indélébile, portant le numéro d'identification fourni par le SDIS, et le volume de la réserve. L'exploitant est en mesure de justifier au préfet la disponibilité effective des débits d'eau ainsi que le dimensionnement de l'éventuel bassin de stockage ;</p> <p>d'extincteurs répartis à l'intérieur de l'installation lorsqu'elle est couverte, sur les aires extérieures et dans les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les matières stockées.</p> <p>Les moyens de lutte contre l'incendie sont capables de fonctionner efficacement quelle que soit la température de l'installation et notamment en période de gel. L'exploitant s'assure de la vérification périodique et de la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie conformément aux référentiels en vigueur.</p> <p>Les tuyauteries transportant des fluides de collecte d'effluents pollués ou susceptibles de l'être sont étanches et résistent à l'action physique et chimique des produits qu'elles sont susceptibles de contenir. Elles sont convenablement entretenues et font l'objet d'examens périodiques appropriés permettant de s'assurer de leur bon état. Les différentes tuyauteries accessibles sont repérées conformément aux règles en vigueur.</p> <p>Constats : Le site est doté d'extincteurs répartis sur le site. Par sondage, il a été constaté que les vérifications annuelles de ces extincteurs sont respectées.</p> <p>Une bache souple d'une capacité de 120 m³ est également présente mais n'a pas fait l'objet d'une réception par le SDIS.</p> <p>Le bassin de récupération des eaux de pluie et des eaux d'extinction était, le jour de l'inspection, en travaux après un problème d'étanchéité de la géomembrane.</p> <p>Un poteau incendie est présent aux abords du site. L'exploitant indique qu'il est contrôlé par la mairie mais n'est pas en possession des résultats.</p> <p>Observations : L'exploitant doit être en mesure de justifier le débit du poteaux incendie. En cas de non respect de la prescription, l'exploitant doit proposer une solution alternative.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 8 : lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/10/2016, article 6.2.3
Thème(s) : Risques accidentels, bassin de récupération des eaux d'extinction
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Toutes mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées pour l'extinction d'un incendie et le refroidissement, afin que celles-ci soient récupérées et traitées pour prévenir toute pollution des sols ou des eaux. Des moyens suffisants sont mis en place pour éviter le développement de l'incendie par ces écoulements. Le réseau de collecte des eaux pluviales se déverse dans un bassin de rétention (volume de 564 m3 avec débit de fuite de 3 L/s), équipé d'un système de confinement par vanne qui obture le déversement dans le fossé. Cette vanne est maintenue en état de marche, signalée et actionnable en toute circonstance. Son entretien et sa mise en fonctionnement sont définis par consigne. Les effluents recueillis en cas de sinistre doivent faire l'objet d'un traitement approprié permettant de satisfaire aux valeurs limites de rejet prescrites pour les eaux exclusivement pluviales ou être traitées comme des déchets et éliminés conformément aux dispositions du titre 4.
Constats : Le bassin de récupération des eaux d'extinction est actuellement en travaux après un problème d'étanchéité de la géomembrane. Ce bassin sert également de bassin de récupération des eaux de pluie. Ces eaux, via des pompes de relevage, sont envoyées vers les séparateurs d'hydrocarbures puis dans le milieu naturel. En cas d'incendie, le bassin est muni d'une vanne manuelle qui doit être fermée pour isoler le bassin des pompes de relevage.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 9 : lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/10/2016, article 6.3.4
Thème(s) : Risques accidentels, Systèmes de détection et extinction automatiques
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Chaque local technique, armoire technique ou partie de l'installation recensée en raison des conséquences d'un sinistre susceptible de se produire dispose d'un dispositif de détection de substance particulière/fumée. L'exploitant dresse la liste de ces détecteurs avec leur fonctionnalité et détermine les opérations d'entretien destinées à maintenir leur efficacité dans le temps. L'exploitant est en mesure de démontrer la pertinence du dimensionnement retenu pour les dispositifs de détection et le cas échéant d'extinction. Il organise à fréquence semestrielle au minimum des vérifications de maintenance et des tests dont les comptes-rendus sont tenus à disposition de l'inspection des installations classées. En cas d'installation de systèmes d'extinction automatique d'incendie, ceux-ci sont conçus, installés et entretenus régulièrement conformément aux référentiels reconnus.
Constats : L'exploitant ne dispose d'aucun dispositif dans les armoires techniques. Aucune information sur ce type de dispositif n'est présent dans l'étude de dangers du site et cette prescription n'est pas présente dans l'arrêté ministériel silo du 29 mars 2004. Cette prescription est considérée comme inadaptée. Un donner acte est annexé au présent rapport afin d'acter la suppression de cette prescription. L'arrêté préfectoral du site sera mis à jour à l'occasion d'une modification des installations. Afin de palier à cette suppression, l'exploitant propose par mail du 31/03/2023, de mettre en place un contrôle des installations par thermographie une fois par an. La première thermographie devra avoir lieu avant la prochaine collecte de 2023.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet